

Jeudi 9 Février 2006

La Semaine, France**Finances****La loi qui change tout**

C'est la réforme budgétaire la plus ambitieuse depuis cinquante ans, ses plus fervents partisans l'appellent «révolution» et elle a été votée à l'unanimité par la classe politique; pourtant, la plupart des Français n'ont jamais entendu parler de la loi organique relative aux lois de finances (Lolf). A Bercy, on en chante les louanges: en cette période de rigueur budgétaire, elle constitue une arme efficace dans la chasse aux gaspillages et sert de levier à la modernisation de l'Etat. Elle permet de sortir d'une logique de moyens pour aller vers une culture d'objectifs réalisés et de performance. Pour y parvenir, le budget de l'Etat est désormais composé de 34 missions divisées en 133 programmes, le tout renseigné par 1 300 indicateurs de performance. Un système complexe mais utile pour responsabiliser les gestionnaires publics.

Autre innovation: dans un souci de transparence et de contrôle des dépenses, le Parlement dispose maintenant d'un droit de regard sur le premier euro voté. En échange, sur le terrain, les responsables de projets ont une plus grande autonomie pour gérer le budget alloué en fonction de leurs objectifs. «Pour un établissement pénitentiaire, le nombre de détenus écroués n'est pas lié à la performance, précise Patrick Mounaud, directeur des services pénitentiaires de Rhône-Alpes et d'Auvergne. En revanche, la façon dont nous gérons les conditions de détention est affectée. Avec le développement de l'aménagement

des peines, comme la semi-liberté ou la surveillance électronique, on fixe des objectifs de qualité.»

Cette révolution qualitative atteint tous les services déconcentrés de l'Etat. Et la définition des indicateurs n'est pas aléatoire. «Quelle est l'efficacité d'un sauvetage en mer? Combien de temps faut-il pour passer le permis bateau? Autant de questions qui améliorent notre efficacité sur le terrain», se réjouit Bruno Baraduc, directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie.

Autre changement considérable, la «fongibilité asymétrique» (voir le lexique). Cette nouvelle méthode de gestion des personnels inquiète les syndicats de fonctionnaires, qui y voient une menace pour l'emploi. «De véritables roitelets locaux peuvent émerger! Avant, les effectifs étaient répartis de façon détaillée; maintenant, on a une masse globale, avec des répartitions différentes», proteste Michel Monteil, secrétaire général de FO Finances. Car la Lolf n'est qu'un instrument technique au service des politiques. Didier Migaud, député PS de l'Isère - et «père de la Lolf», avec l'UMP Alain Lambert, ancien ministre du Budget de Jean-Pierre Raffarin - avertit: «Il règne une confusion malsaine entre la Lolf et la politique de réduction de la dépense publique. Elle permet au gestionnaire public d'être le plus efficace possible, mais ce sont bien les leaders qui décident ce qu'ils en font.»

Le débat politique autour de la Lolf demeure pourtant consensuel. Parce que l'outil est complexe et se prête peu aux polémiques. Mais également parce qu'il incarne une vraie modernité comptable. «La gestion de l'Etat devient une maison de verre où plus rien n'échappe au regard du contribuable», renchérit Jean-François Copé, ministre délégué au Budget. Ni à Bercy, tant à chaque niveau de l'Etat on doit désormais dire: «Le compte est bon!»

POUR COMPRENDRE

Mission: programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Programme: crédits destinés à un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère.

Action: composante du programme qui précise la destination de la dépense.

Fongibilité: faculté de définir la destination et la nature des dépenses. Elle est dite «asymétrique», car les crédits de personnel peuvent être utilisés pour d'autres charges (fonctionnement ou investissement), mais l'inverse est interdit.

Plan annuel de performance: précise pour chaque programme les actions, les objectifs et les indicateurs, ainsi que la justification du premier euro dépensé.

Pinault Nicolas

